

## **Appel de juristes de droit international concernant le recours à la force contre l'Irak**

Le Centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles a lancé, le 15 janvier 2003, un appel concernant le recours à la force contre l'Irak demandant aux pouvoirs politiques du monde entier, et en particulier aux membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, de respecter, dans toute décision prise à l'égard de la situation actuelle en Irak, les principes fondamentaux du droit international au nombre desquels figurent l'obligation de ne pas recourir unilatéralement à la force. Il ne s'agissait nullement d'appuyer le régime irakien, mais de rappeler qu'en vertu de la Charte des Nations Unies, les relations internationales doivent être fondées sur des solutions pacifiques et que la décision unilatérale d'un Etat de recourir à la guerre contre un autre Etat est exclue par le droit international. Plus de 300 professeurs, assistants, chercheurs et éminents spécialistes du droit international y ont souscrit. Les textes en langues française, néerlandaise et anglaise ainsi que la liste des signataires sont reproduits ci-dessous.

### TEXTE DE L'APPEL EN FRANÇAIS

Depuis quelques mois, les Etats-Unis font largement connaître leur intention de lancer une guerre généralisée contre l'Irak. Ils ont, en outre, en collaboration avec le Royaume-Uni, multiplié les actions militaires aériennes, menées régulièrement depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, contre certaines zones du territoire irakien.

Les motifs allégués pour justifier ces recours à la force sont divers. Il s'agit tantôt de se débarrasser du régime dictatorial et sanglant de Saddam Hussein, tantôt de lutter contre le terrorisme international — avec lequel l'Irak entretiendrait certains liens —, tantôt de se prémunir contre une attaque éventuelle émanant de ce régime qui menacerait les intérêts vitaux des Etats-Unis, et plus largement de la « communauté internationale », car l'Irak détiendrait des armes de destruction massive (nucléaires, chimiques, bactériologiques ou biologiques) ou poursuivrait des recherches pour s'en procurer.

Le déploiement militaire des Etats-Unis et du Royaume-Uni aux frontières du territoire irakien, ainsi que la recrudescence de leurs attaques aériennes contre certaines parties de ce territoire, montrent que celui-ci est menacé d'une guerre généralisée.

Depuis plusieurs mois, la plupart des médias se bornent à rapporter seriemment ces faits en les accompagnant, le plus souvent, de commentaires techniques sur les forces en présence, les meilleures conditions météorologiques, les plans d'invasion, les armes et autres moyens utilisés, la durée de l'opération, les réactions de l'armée irakienne, etc. On s'intéresse également aux aspects économiques du problème : quels seront les effets d'une guerre éventuelle sur l'économie ? Seront-ils bénéfiques ou néfastes — en particulier pour l'Occident — sur les marchés des matières premières, sur les cours boursiers, sur la croissance ? Parfois, quelques considérations éthiques ou humanitaires émaillent le propos. En revanche, le droit, en particulier le droit international, est à peu près totalement absent de la réflexion.

Les juristes soussignés regrettent, d'une part, cette banalisation d'une guerre annoncée et, d'autre part, cette indifférence à l'égard de la dimension juridique (dans ce qu'elle a pourtant de plus élémentaire) des relations internationales.

Sur ce dernier point, les soussignés rappellent qu'il n'existe pas de conception d'un « nouvel ordre mondial » qui permettrait un recours unilatéral à la force au bénéfice de certains Etats pour prétendument garantir le respect du droit international. L'un des grands acquis du XX<sup>e</sup> siècle est précisément la mise « hors la loi » de la guerre, en particulier par la Charte des Nations Unies sur la base de laquelle les principes fondamentaux suivants ont été élaborés :

- la menace ou l'emploi de la force sont interdits et les Etats sont tenus de régler pacifiquement leurs différends ;
- une guerre d'agression constitue un crime contre la paix ;
- la légitime défense suppose l'existence d'une agression armée préalable ; la « légitime défense préventive » n'est, par conséquent, pas admise en droit international ;
- le Conseil de sécurité dispose de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Conformément à ces principes, aucune règle de droit international n'autorise un ou plusieurs Etats à recourir unilatéralement à la force pour changer un régime ou un gouvernement étrangers, aussi détestables soient-ils, ou parce que ce gouvernement posséderait des armes de destruction massive. Seul le Conseil de sécurité pourrait, en fonction de circonstances particulières, décider que de tels faits constituent une menace contre la paix. Il n'a cependant que très rarement considéré que l'existence d'un régime dictatorial était constitutive de menace contre la paix et il n'a jamais qualifié ainsi le fait de développer ou de détenir des armes de destruction massive. À supposer en outre que le Conseil de sécurité qualifie une telle situation de menace contre la paix, ceci ne signifie pas pour autant que la voie du recours à la force soit la seule réponse adéquate.

À la lumière de ces principes fondamentaux, les soussignés rappellent que :

1) le Gouvernement irakien doit respecter les décisions du Conseil de sécurité ainsi que toutes ses obligations internationales en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales, et de désarmement ;

2) si l'Irak ne respecte pas ces obligations, les Etats en conflit — dont les Etats-Unis et le Royaume-Uni — doivent chercher une solution pacifique à leur différend, en particulier en utilisant les mécanismes collectifs mis en œuvre sous l'égide du Conseil de sécurité ;

3) les bombardements menés unilatéralement par les Etats-Unis et le Royaume-Uni contre certaines cibles en territoire irakien constituent des emplois de la force prohibés par l'article 2 § 4 de la Charte des Nations Unies ;

4) le comportement actuel de ces deux Etats, qui se préparent ostensiblement à déclencher une attaque massive, constitue plus généralement une menace de recours à la force, également prohibée par l'article 2 § 4 de la Charte des Nations ;

5) le déclenchement unilatéral d'une guerre généralisée contre l'Irak fondée sur les justifications ou prétextes précités constituerait une rupture de la paix et un crime d'agression qualifié comme tel par le droit international ; ce crime engagerait la responsabilité non seulement des Etats concernés, mais aussi des individus qui, volontairement et en connaissance de cause, ont participé à sa perpétration ;

6) toute participation à une telle guerre aux côtés des Etats-Unis, y compris toute aide sous quelque forme que ce soit apportée aux Etats-Unis par des gouvernements tiers ou une organisation régionale, constituerait aussi une violation du principe du non-recours à la force.

7) La position des États membres du Conseil de sécurité doit être guidée par le souci d'assurer le contrôle de l'armement de l'Irak selon des voies pacifiques, et, à cette fin, il convient de préférer à toute utilisation de la force, la poursuite du régime d'inspection mis en place par la résolution 1441 (2002) du Conseil de sécurité.

Les soussignés rappellent également qu'une telle guerre — quelle que soit la précision technique des moyens utilisés — risque très probablement d'infliger à la population civile des pertes et des dommages qui seront disproportionnés par rapport aux objectifs poursuivis, et ce, en violation des règles fondamentales du droit international humanitaire.

À moins d'admettre qu'il n'est d'autre droit international que la loi du plus fort, les soussignés appellent les responsables politiques à fonder leurs décisions sur les principes de droit international précités et rappellent à tous les membres du Conseil de sécurité — en dépit des pressions dont ils peuvent faire l'objet de la part des Etats-Unis — que les pouvoirs que pos-

sède le Conseil de sécurité dans l'exercice de sa responsabilité principale pour le maintien de la paix doivent être utilisés dans le respect du droit international et, en particulier, des buts et principes des Nations Unies.

#### TEXTE DE L'APPEL EN NÉERLANDAIS

Sinds enkele maanden hebben de Verenigde Staten hun intentie te kennen gegeven om een algemene oorlog tegen Irak te beginnen. Daarenboven hebben ze in samenwerking met het Verenigd Koninkrijk hun luchtmachtacties, die reeds regelmatig plaatshadden sinds het einde van de Golfoorlog in 1991, opgedreven in bepaalde zones van het Irakese grondgebied.

De aangehaalde motieven om dit gebruik van geweld te rechtvaardigen zijn divers. Nu eens gaat het erom, het dictatoriaal en wreed regime van Saddam Hoessein omver te werpen, dan weer moet het internationaal terrorisme — waarmee Irak bepaalde banden zou hebben — worden bestreden. Een andere rechtvaardiging is dat men zich moet vrijwaren tegen een eventuele aanval van een regime dat de vitale belangen van de Verenigde Staten en zelfs van de « internationale gemeenschap » zou bedreigen aangezien Irak (nucleaire, chemische, bacteriologische of biologische) massavernietigingswapens zou bezitten of erop uit zou zijn om ze te verwerven.

De militaire ontplooiing van de Verenigde Staten en het Verenigd Koninkrijk aan de Irakese grenzen alsook de toename van hun luchtaanvalen op bepaalde delen van het Irakese grondgebied wijzen erop dat Irak met een veralgemeende oorlog wordt bedreigd.

Sinds verschillende maanden beperkt de meerderheid van de media zich tot een serene weergave van deze feiten. Daarbij worden vaak technische commentaren gegeven over de strijdkrachten, de beste weersomstandigheden, de invasielannen, de wapens en andere gebruikte middelen, de duur van een operatie, de reacties van het Irakese leger enzovoort. Er wordt evenzeer aandacht besteed aan de economische aspecten van het probleem : wat zullen de effecten zijn van een oorlog op de economie ? Zullen zij gunstig of nefast (in het bijzonder voor het Westen) zijn voor de grondstoffenmarkt, de beurs, de economische groei ? Af en toe komen ook de ethische of humanitaire aspecten ter sprake. Het recht daarentegen, en in het bijzonder het internationaal recht, wordt zelden of nooit vermeld.

De ondergetekende juristen betreuren enerzijds deze banalisering van een aangekondigde oorlog en anderzijds de onverschilligheid ten aanzien van de — zelfs meest elementaire — juridische aspecten van de internationale relaties.

Wat deze laatste betreffen, herinneren de ondergetekenden eraan dat er geen concept bestaat van een « nieuwe wereldorde » die unilateraal gebruik van geweld zou toelaten ten voordele van enkele staten die zogenaamd het

naleven van het internationaal recht willen garanderen. Eén van de grootste verworvenheden van de twintigste eeuw is precies het verbod om oorlog te voeren, dat in het bijzonder geproclameerd is door het Handvest van de Verenigde Naties op basis van volgende fundamentele principes :

- De bedreiging met, of het gebruik van geweld zijn verboden en de staten moeten hun geschillen op een vreedzame wijze beslechten ;
- Een agressieoorlog is een misdaad tegen de vrede.
- Legitieme zelfverdediging veronderstelt het bestaan van een voorafgaande gewapende aanval. De « preventieve zelfverdediging » is bijgevolg niet toegelaten in het internationaal recht.
- De Veiligheidsraad beschikt over de hoofdverantwoordelijkheid met betrekking tot de handhaving van de internationale vrede en veiligheid.

In overeenstemming met deze principes, laat geen enkele regel van het internationaal recht één of meerdere staten toe om unilateraal geweld te gebruiken om een vreemd regime of regering te wijzigen — hoe verwerpelijk zij ook mogen zijn — of omdat deze regering massavernietigingswapens zou bezitten. Enkel de Veiligheidsraad zou, in functie van bijzondere omstandigheden, kunnen beslissen dat zulke feiten een bedreiging van de vrede vormen. De Veiligheidsraad heeft echter zelden besloten dat het bestaan van een dictatoriaal regime een bedreiging van de vrede vormt, en heeft het ontwikkelen of bezitten van massavernietigingswapens nooit als dusdanig gekwalificeerd. Zelfs indien de Veiligheidsraad dergelijke situatie als bedreiging van de vrede kwalificeert, wil dit nog niet zeggen dat het gebruik van geweld de enige adequate oplossing is.

In het licht van deze fundamentele principes, herinneren de ondergetekenden eraan dat

1°) De Irakese regering de beslissingen van de Veiligheidsraad, alsook al haar internationale verplichtingen op het vlak van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden en op vlak van ontwapening dient te respecteren.

2°) Indien Irak deze verplichtingen niet respecteert, zijn de betrokken staten, waaronder de Verenigde Staten en het Verenigd Koninkrijk, verplicht om een vreedzame oplossing te zoeken voor hun geschil, meer bepaald door het gebruik van de collectieve mechanismen die in het kader van de Veiligheidsraad zijn ingesteld.

3°) De bombardementen die de Verenigde Staten en het Verenigd Koninkrijk op unilaterale wijze tegen bepaalde doelwitten op het Irakese grondgebied worden gevoerd, maken een gebruik van geweld uit in strijd met artikel 2§ 4 van het Handvest van de Verenigde Naties.

4°) Het huidige gedrag van deze twee staten die zich openlijk voorbereiden op het ontketenen van een massieve aanval, vormt meer algemeen een bedreiging van gebruik van geweld, eveneens verboden door artikel 2§ 4 van het Handvest.

5°) Het unilateraal ontketenen van een algemene oorlog tegen Irak, op basis van de voorvermelde rechtvaardigingen en voorwendsels, zou overeenkomstig het internationaal recht een verbreking van de vrede en een misdaad van agressie uitmaken. Deze misdaad zou niet alleen de aansprakelijkheid tot gevolg hebben van de desbetreffende staten, maar ook van de individuen, die vrijwillig en bewust, hebben deelgenomen aan het begaan van deze misdaad.

6°) Elke deelname aan dergelijke oorlog aan de zijde van de Verenigde Staten, inclusief elke hulp onder welke vorm ook door de regeringen van derde staten of door een internationale organisatie aan de Verenigde Staten geleverd, vormt ook een schending van het principe van verbod van gebruik van geweld.

7°) Het standpunt van de leden van de Veiligheidsraad moet worden geleid door de zorg om de controle van de Irakese bewapening met vreedzame middelen te verzekeren. Met dit doel moet voorkeur gegeven worden aan een voortzetting van het inspectieregime dat door resolutie 1441 (2002) van de Veiligheidsraad is ingesteld.

De ondergetekenden herinneren er eveneens aan dat een dergelijke oorlog — wat ook de technische precisie van de gebruikte middelen moge zijn — naar alle waarschijnlijkheid de burgerbevolking grote verliezen en schades zal toebrengen, die disproportioneel zijn ten aanzien van de nagestreefde doelstellingen, wat in strijd is met de fundamentele regels van het internationaal humanitair recht.

Tenzij men aanneemt dat er geen ander internationaal recht is dan de wet van de sterkste, roepen de ondergetekenden de politieke verantwoordelijken op om hun beslissingen op de voormelde principes van het internationaal recht te staven, en herinneren er ook alle leden van de Veiligheidsraad aan dat — ondanks de druk die ze zouden kunnen ondervinden van de Verenigde Staten — de bevoegdheden van de Veiligheidsraad in de uitoefening van zijn hoofdverantwoordelijkheid voor de handhaving van de vrede, moeten worden uitgeoefend overeenkomstig het internationaal recht, en meer bepaald overeenkomstig de doelstellingen en beginselen van de Verenigde Naties.

#### TEXTE DE L'APPEL EN ANGLAIS

Over the last few months, the United States has made widely known its intention to launch a generalised war against Iraq. Moreover, in collaboration with the United Kingdom, it has multiplied the aerial bombardment of certain zones within Iraqi territory, which had been going on regularly since the end of the Gulf War in 1991.

The reasons advanced to justify this use of force are diverse : to overthrow the dictatorial and bloodstained regime of Saddam Hussein, to combat international terrorism, with whom Iraq supposedly maintains certain links, and to pre-empt an eventual attack emanating from the regime that threatens the vital interests of the United States, and more broadly, the « international community ». The last point is supported by the claim that Iraq possesses weapons of mass destruction (nuclear, chemical, and bacteriological or biological) or is seeking to obtain such arms.

The deployment of armed forces by the United States and the United Kingdom along the borders of Iraq, as well as the recrudescence of their aerial attack against certain parts of its territory, suggest that the latter is threatened with an all-out war.

Over the last few months, the majority of the media has contented itself with reporting the above facts with serenity accompanied, most often, by technical commentaries on the forces present, the suitable meteorological conditions, the plans for the invasion, the arms and other means utilized, the duration of the operation, the reactions of the Iraqi army, etc. There is also some interest in the economic aspects of the problem : What would be the effects of an eventual war on the economy ? Are they beneficial or detrimental — in particular for the Western world — when it comes to the price of raw materials, stock markets, and economic growth ? At times, the discussion is enamelled with sprinkles of some ethical and humanitarian considerations. By contrast, the law, in particular, international law, is almost totally absent from the debate.

The undersigned jurists regret, on the one hand, this banalisation of war and, on the other, the indifference regarding the legal dimension, which is one of the most fundamental aspects of international relations.

On this last point, the signatories of this declaration recall that there exists no conception of a « new world order » that allows resort to a unilateral use of force by some states to supposedly guarantee the respect of international law. One of the great achievements of the twentieth century is precisely the prohibition of war, in particular through the United Nations Charter in which the following fundamental principles are elaborated :

- The threat or use of force is prohibited and states are required to settle their disputes peacefully ;
- A war of aggression constitutes a crime against peace ;
- Self defence presupposes the existence of a prior armed attack ; consequently, « preventive self defence » is not admissible under international law ;
- The Security Council is entrusted with the principal responsibility in the maintenance of international peace and security.

According to these principles, there is no rule of international law that authorises one or any number of states to unilaterally use force in order to change a foreign government or regime, however detestable it may be, or because it possesses weapons of mass destruction. Only the Security Council can, depending on the particular circumstances, decide that such a situation constitutes a threat against peace. The Security Council has very rarely held that the existence of a dictatorial regime constitutes a threat to peace and never qualified as such the development or possession of weapons of mass destruction. Even assuming that the Security Council qualifies such a situation as a threat against peace, this does not mean that resort to force is the only adequate response.

In light of the above principles, the signatories recall that :

1) The Iraqi government must respect the decisions of the Security Council as well as all its international obligations relating to fundamental human rights and freedoms, and disarmament.

2) If Iraq does not fulfil its obligations, the states in conflict — among which are the United States and United Kingdom — must work for a peaceful settlement of their dispute, in particular, using the multilateral mechanisms available under the aegis of the Security Council.

3) The ongoing unilateral bombardments by the United States and the United Kingdom against certain targets within Iraqi territory constitute a use of force in violation of Article 2(4) of the United Nations Charter.

4) The recent conducts of these two states, which are ostensibly preparing for a massive attack, more generally constitute a threat of use of force. Such a threat is equally prohibited under Article 2(4) of the Charter.

5) The unilateral launching of a general war against Iraq based on the justifications or pretexts cited earlier will constitute a breach of peace and crime of aggression under international law. These crimes entail the responsibility of not only the concerned states, but also of the individuals who, voluntarily and knowingly, participate in its perpetration.

6) All forms of participation in such a war on the part of the United States, including all forms of assistance to the United States by third states or a regional organization, also constitutes a violation of the prohibition of the use of force.

7) The position of member states of the Security Council must be guided by the need to ensure the control of Iraqi armaments through peaceful means. To this end, it is appropriate to resort to the inspection regime that is established by Security Council Resolution 1441 (2002) rather than the use of force.

The signatories of this statement equally emphasise that any war — irrespective of the technical precision of the weapons used — is very likely to inflict loss and damage to civilian population, which will be dispropor-



tionate to the objectives pursued, hence, violating the fundamental rules of international humanitarian law.

Rather than admitting that international law is nothing but « the law of the most powerful », the signatories of this declaration call upon political leaders to base their decisions on the principles of international law cited earlier. The signatories also remind all members of the Security Council that — in spite of the pressure that they may be subjected to by the United States — the enforcement power that the Security Council possesses in the exercise of its responsibility for the maintenance of peace and security must be used in accordance with international law, in particular, the purposes and principles of the United Nations.

#### LISTE DES SIGNATAIRES

Montserrat ABAD CASTELOS (Profesora Titular, Derecho Internacional Público, Universidad Carlos III, Espagne); Victoria ABELLAN HONRUBIA (Catedrática de Derecho Internacional Público, Universidad de Barcelona, Espagne); Georges ABI-SAAB (Professeur honoraire, Institut universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève, Suisse); Ruth ABRIL STOFFELS (Area de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales, Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales, Universidad Cardenal Herrera-CEU, Espagne); Maria Luisa ALAIMO (Chercheur de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Rome « La Sapienza », Italie); Amparo ALCOCEBA GALLEGU (Profesora de Derecho Internacional Publico y Relaciones Internacionales, Université Carlos III, Madrid, Espagne); Santiago ALVAREZ GONZALEZ (Catedrático de Derecho internacional privado, Universidad de Santiago de Compostela, Espagne); Milagros ALVAREZ VERDUGO (Profesora ayudante de Derecho Internacional Público Universidad de Barcelona); Miguel AMORES (Professeur de droit international privé, Universidad Autonoma de Madrid, Espagne); Laurence ANDRE (Doctorante en droit international, Université catholique de Louvain, Belgique); Laurence ANDRE (Doctorante en droit international, ATER à l'Université Robert Schuman de Strasbourg, France); Paz ANDRES (Professeur de Droit International Public, Université d'Oviedo, Espagne); Nicolas ANGELET (Professeur de droit international, Université libre de Bruxelles, Belgique); Charalambos APOSTOLIDIS (Professeur de Droit International Public, Université de Dijon, France); Gaetano ARANGIO-RUIZ (Professeur émérite de droit international, Université de Rome « La Sapienza », Italie); Maurizio ARCARI (Professeur associé de droit international, Université Milano-Bicocca, Italie); Cristina ARTERO PEREZ (Profesora Ayudante de Derecho Internacional Público, Université de Oviedo, Espagne); Emmanouil ATHANASIOU (Commission Européenne/Direction Générale Recherche, Doctorant de l'Université Pan-

théon — Assas, France); Mariano J. AZNAR GOMEZ (Profesor titular de Derecho internacional público, Universitat de València, España); Anna BADIA MARTI (Catedrática de derecho internacional de la Universitat de Barcelona); Alan BAILLIE (Référéndaire, Cour de Justice des Communautés européennes, Luxembourg); Marco BALBONI (Chercheur de droit international, Università di Bologna, Italie); Karine BANNELIER-CHRISTAKIS (Maitre de Conférences, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, France); Giovanni BATTAGLINI (Prof. emerito di diritto internazionale, Università di Ferrara, Italie); Fabrice BELAICH (Docteur en droit, Avocat au barreau de Paris, France); Pierre BELBENOIT-AVICH (Doctorant en droit international pénal, Université Montpellier I, France); Susana BELTRAN GARCIA (Profesor de Derecho Internacional Publico, Universitat Autònoma de Barcelona, Espagne); Yadh BEN ACHOUR (Professeur et ancien Doyen de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, Tunisie); Mehdi BEN JEMAA (Assistant chercheur permanent en droit public et sciences politiques, Université de Tunis, Tunisie); Affef BEN MANSOUR (Doctorante en droit international à l'Université Paris X, Nanterre, France); Paolo BENVENUTI (Professeur de droit international, Université de Rome 3, Italie); Elallaoui BERHOUCHE (Doctorant en droit international des droits de l'homme, CEDIN Université Paris X, Nanterre, France); Stéphane BLOETZER (Assistant, Département de droit international public et organisation internationale, Université de Genève, Suisse); Pierre BODEAU (Doctorant en droit international à l'Université Paris X, Nanterre, France); Laurence BOISSON DE CHAZOURNES (Professeur, Faculté de droit, Université de Genève, Suisse); Jordi BONET PEREZ (Profesor titular de Derecho internacional Público de la Universidad de Barcelona); Susana BORRAS PENTINAT (Profesora de Derecho internacional público, Universitat Rovira i Virgili, Tarragona, España); Hakim BOULARBAH (Maître de conférences, Université libre de Bruxelles, Belgique); Katia BOUSTANY (Professeur de droit international, Université du Québec à Montréal, Canada); Antonis BREDIMAS (Professeur de droit international au Département de Droit de l'Université d'Athènes, Grèce); Chester BROWN (PhD Candidate in Public International Law, St John's College, University of Cambridge, UK); Ian BROWNLIE, Q.C. (Member of the English Bar, Member of the International Law Commission, Grande-Bretagne); Mar CAMPINS ERITJA (Profesora Titular de Derecho Internacional Público (Derecho Comunitario Europeo), Universitat de Barcelona, Espagne); Andrea CANNONE (Professeur de Droit des Communautés Européennes, Université de Bari, Italie); Rocío CAPARRÓS DEL MORAL (Becaria de Investigación del Área de Derecho Internacional Público, Universidad de Jaén, Espagne); Matteo CARBONELLI (Professore di Diritto Internazionale, Università della Tuscia, Viterbo, Italie); Jorge CARDONA (Professeur de Droit International, Université Jaume I de Castellon, Espagne; Directeur des Cours Euroméditerranéens Bancaja de

Droit International); Gabriella CARELLA (Professore ordinario di Diritto internazionale, Università di Bari, Italie); Oriol CASANOVAS (Professeur à l'Université Pompeu Fabra, Barcelone, Espagne); Santiago J. CASTELLA SURRIBAS (Profesor de Derecho Internacional Público, Universitat Rovira i Virgili, Tarragona, España); Maria CASTELLANETA (Titulaire du cours Organisations internationales, Université de Bari, Italia); Alicia CEBADA ROMERO (Assistant Professor of International Public Law and European Union Law, Université Carlos III, Madrid, Espagne); Giovanni CELLAMARE (straordinario di diritto internazionale, Dipartimento di diritto internazionale e dell'Unione europea, Università di Bari, Italie); Pauline CERNAIX (Assistante de Droit International Humanitaire au Centre universitaire de DIH (CUDIH) à Genève, Suisse); Athina CHANAKI (Doctorante à l'Université Paris I, Panthéon — Sorbonne, Ingénieur d'études au CEDIN — Paris I, France); Robert CHARVIN (Professeur agrégé de droit public, Doyen Honoraire de la Faculté de Droit, Université de Nice, France); Monique CHEMILLIER-GENDREAU (Professeur, Université Paris VII-Denis Diderot, France); Théodore CHRISTAKIS (Professeur agrégé des facultés de droit, Université Grenoble II, Pierre Mendès-France); Angel G. CHUECA SANCHO (Profesor de Derecho Internacional Público, Universidad de Zaragoza, España); Roger S. CLARK (Board of Governors Professor, Rutgers University School of Law, Camden, New Jersey, United States); Corinne CLAVE (Chercheuse, Centre de droit international, Université libre de Bruxelles, Belgique); Christophe COLLART (Chercheur au CRESPO, Facultés universitaires Saint-Louis, Belgique); Brian CONCANNON JR. (Bureau des Avocats Internationaux, Port-au-Prince, Haïti); Luigi CONDORELLI (Professeur ordinaire à l'Université de Florence, Italie; Professeur honoraire à l'Université de Genève, Suisse); Laura CORRADO (Membre de la Società Italiana di Diritto Internazionale, Italie); Olivier CORTEN (Professeur de droit international, Université libre de Bruxelles, Belgique); Bernardo CORTESE (Référéndaire à la Cour de Justice des Communautés Européennes, Membre de la Società Italiana di Diritto Internazionale, Italie); Sven CORTHOUT (Juriste linguiste à la Cour de Justice des CE, ancien représentant suppléant de la Belgique à la Conférence diplomatique sur la création d'une CPI); François CREPEAU (Professeur de droit international, Faculté de Droit, Université de Montréal, Canada); Annalisa CRETA (PhD Candidate in Public International Law, Scuola Superiore di Studi Universitari e di Perfezionamento Sant'Anna, Pisa, Italie); Antonietta DAMATO (Professeur de Droit international du travail, Faculté de Droit — Bari, Italie); Riad DAOUDI (Membre de la Commission du droit international des Nations Unies, Président de la Syrian Virtual University, Syrie); Pierre D'ARGENT (Professeur de droit international, Université catholique de Louvain); Eric DAVID (Professeur de droit international et Président du Centre de droit international, Université libre de Bruxelles, Belgique); Daniel DE BEER

(Avocats Sans Frontières, Belgique); Juan Manuel DE FARAMINAN GILBERT (Catedrático de Derecho Internacional Público, Universidad de Jaén, Espagne); Olivier DE FROUVILLE (Maître de conférences, Université Paris X-Nanterre, France); Barbara DELCOURT (Membre associé du Centre de droit international, Université libre de Bruxelles, Belgique); Catherine DENIS (Aspirante FNRS, Centre de droit international, Université libre de Bruxelles, Belgique); Xabier DEOP MADINABEITIA (Profesor Ayudante de Derecho Internacional Publico y Relaciones Internacionales de la Universidad Catolica de Sevilla); Valérie DERMENDJIAN (Attachée temporaire d'éducation et de recherche à la Faculté de droit d'Aix-en-provence, Doctorante en droit international public au Centre d'Etudes et de Recherches internationales et communautaires (CERIC), Aix-en-Provence, France); Bart DE SCHUTTER (Professeur de droit international pénal, Vrije Universiteit Brussel, Belgique); Patrice DESPRETZ (Directeur de la revue Actualité et Droit International, Paris, France); Nicolas DESRUMAUX, (Doctorant en Droit international et communautaire, Université de Lille 2, France); Antonietta DI BLASE (Professeur ordinaire de Droit international à la Faculté de Droit de Bologne, Italie); Javier DIEZ-HOCHLEITNER (Professeur de droit international, Université Autonoma de Madrid, Espagne); Marcello DI FILIPPO (Professore Associato di Diritto internazionale, Università di Pisa, Italie); Giovanni DISTEFANO (Chargé de cours en droit international public, Université de Genève, Suisse); Christian DOMINICÉ (Professeur honoraire, Université de Genève, Suisse), Frédéric DOPAGNE (Assistant en droit international, Université catholique de Louvain, Belgique); Daniel DORMOY (Professeur, Université Paris XI, France); Mokhtar DRIDI (Professeur de droit international, Université d'Alger, Avocat au barreau d'Alger, Algérie); Yannick DUBOIS (Doctorant en droit international Université de Lille II, France); Edouard DUBOUT (ATER en Droit public, Université de Rouen, Assistant, chargé de cours en droit communautaire et droit international public. Chercheur au Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire, CREDHO); François DUBUISSON (Assistant, Centre de droit international, Université libre de Bruxelles, Belgique); Isabelle DUPLESSIS (Docteur en droit, Professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, Canada ); Emmanuel DUPUY (Président de l'Association pour la promotion des Etudes en Relations Internationales et Défense (ERID)); Pierre-Marie DUPUY (Professeur de droit international public, Université de Paris II (Panthéon-Assas), France; Institut universitaire européen de Florence, Italie); Gaëlle DUSEPULCHRE (Doctorante, Institut d'études européennes, Université libre de Bruxelles, Belgique); Pierre Michel EISEMANN (Professeur, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, France); Basile EMA EBEBE (Doctorant en droit international à l'Université Robert Schuman de Strasbourg, France); Carmelo FALEH PEREZ (Professeur de droit international

public, Facultad de Ciencias Jurídicas, Universidad de Las Palmas de Gran Canarias, Islas Canarias, España); Ornella FERRAJOLO (Chercheur, Institut d'Études Juridiques Internationales, Conseil National des Recherches, Italie); José M. FERNANDEZ MARTIN (European Investment Bank); Xavier FERNANDEZ PONS (Profesor Titular de Derecho Internacional Público, Universidad de Barcelona, Espagne); Pablo-Antonio FERNÁNDEZ-SÁNCHEZ (Professeur de Droit International Public, Directeur du Séminaire d'Études Internationales, Université de Huelva, Espagne); Natividad FERNANDEZ SOLA (Profesora Titular de Derecho internacional público y relaciones internacionales, Universidad de Zaragoza, Espagne); Antonio FERNANDEZ TOMAS (Catedrático de Derecho Internacional Público, Facultad de Derecho, Universidad de Castilla-La Mancha, España); Cristiana FIORAVANTI (Docente di diritto dell'Unione Europea, Università di Ferrara, Italie); Anne-Sophie FIRION (Doctorante en droit international, Université Paris V René Descartes, Allocataire-moniteur de l'Université Paris V, France); Alessandro FODELLA (Istituto di diritto internazionale, Università degli Studi di Milano, Italie); Paolo FOIS (Professeur de Droit international, Université de Sassari, Italie); Ignacio FORCADA BARONA (Profesor Titular de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales, Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales Cobertizo de san Pedro Mártir s/n, Espagne); Erik FRANCKX (Professeur de Droit International, Vrije Universiteit van Brussel, Belgique); Micaela FRULLI (Lecturer in International Law, University of Florence, Italie); Philippe FRUMER (Docteur en droit et assistant en droit international à l'Université libre de Bruxelles, Belgique); Marinella FUMAGALLI MERAVIGLIA (Ricercatore di diritto internazionale, Università Cattolica del Sacro Cuore di Milano, Italie); Gustavo GALLON (Directeur, Commission Colombienne de Juristes, Colombie); Andrea GATTINI (Professeur associé de droit international, Université de Urbino, Italie); Tarcisio GAZZINI (Chercheur en droit international, Université de Padova, Italie); Mariano GARCIA-RUBIO (Teaching and Research Fellow to the International Law Section, The Graduate Institute of International Studies, Suisse); Bahram GHAZI (Doctorant en droit international, Institut des Hautes Etudes Universitaires, Geneve, Suisse); Charlotte GIRARD (Chercheur en droit international, Université de Paris I); Roberto GIUFFRIDA (Professeur de droit international, Université des étrangers de Pérouse, Italie); Julie GOFFIN (Assistante droits de l'homme, Union Internationale des Avocats, France); Felipe GOMEZ (Professeur de Droit International Public a l'Université de Deusto, Bilbao, Espagne); Alfonso GONZALEZ BONDIA (Profesor de Derecho internacional público, Universitat Rovira i Virgili, Tarragona, España); Javier A. GONZALEZ VEGA (Professeur de Droit International Public et Relations Internationales, Département de Droit Public-Université d'Oviedo, Asturies, Espagne); Morag GOODWIN (PhD Candidate, Department of Law, European University Institute, Florence, Italie); Vera

GOWLLAND-DEBBAS (Professeur de droit international public, Institut universitaire de hautes études internationales, Genève, Suisse); Bernhard GRAEFRATH (Ancien Membre de la Commission de Droit International des Nations-Unies); Kevin R. GRAY (Fellow in International law and Human Rights British Institute of International and Comparative Law); Giancarlo GUARINO (Ordinario di Diritto Internazionale e di Organizzazione Internazionale, Università degli Studi di Napoli Federico II°, Italie); Laura GUAZZONE (Chercheur Moyen Orient, Istituto Affari Internazionali, Roma, Italia); Serge GUTWIRTH (Professor Rechten van de mens, Rechtsvergelijking en Rechtstheorie aan de Vrije Universiteit Brussel en de Erasmus Universiteit Rotterdam); Dadimos HAILE (Collaborateur scientifique, Centre de droit international, Université Libre de Bruxelles, Belgique); Marc HENZELIN (Professeur de droit pénal international, Université de Genève, Professeur invité à l'Université de Hong Kong); Ferhat HORCHANI (Professeur de droit international, Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis); Rosario HUESA VINAIXA (Professeur de droit international public, Universitat de les Illes Balears); Laetitia HUSSON (Doctorante à l'Université Paris II, Panthéon — Assas, Ingénieur d'études au CEDIN — Paris 1, France); Josep IBAÑEZ (Área de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales Universidad Pompeu Fabra); Mariona ILLAMOLA DAUSA (Assistant en droit International Public Universitat de Girona, Espagne); Nicolas JACOBS (Research Associate, Institute of Law, Birzeit University); Claudia JIMENEZ CORTES (Prof. Titular de Derecho Internacional Público, Universitat Autònoma de Barcelona, España); Francisco JIMENEZ GARCIA (Profesor titular de Derecho Internacional Público, Université Rey Juan Carlos, Madrid, Espagne); José JUSTE RUIZ (Catedrático de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales Universidad de Valencia, España.); Tshibangu KALALA (Assistant à la Faculté de Droit de l'Université de Kinshasa, Avocat au barreau de Kinshasa et Membre associé au barreau de Bruxelles, Doctorant en droit à l'Université libre de Bruxelles, Belgique); Vincent KANGULUMBA MBAMBI (Professeur, Université de Kinshasa et à l'Académie Africaine de Théorie du droit (Paris/Kinshasa), République démocratique du Congo); Sofia KASTRANTA (Doctorante à l'Université Paris I, Panthéon — Sorbonne, Allocataire-moniteur au CEDIN — Paris 1, France); Fathi KEMICHA (Avocat aux Barreaux de Paris et Tunis, Membre de la Commission du Droit International, Vice Président, London Court of International Arbitration); Yann KERBRAT (Maître de conférences en droit public à l'Université d'Evry — Val d'Essonne, France); Pierre KLEIN (Professeur de droit international et directeur du Centre de droit international, Université Libre de Bruxelles, Belgique); Emmanuel KLIMIS (Chercheur, Centre de droit international, Université libre de Bruxelles, Belgique); Marcelo KOHEN (Professeur de droit international, Institut universitaire de hautes études internationales, Genève, Suisse);

Robert KOLB (Professeur de droit international, Université de Berne, Suisse); Martti KOSKENNIEMI (Professeur de droit international, Université d'Helsinki, Finlande; Membre de la Commission de droit international des Nations Unies); Isabelle KUNTZIGER (Assistante en droit international, Université Libre de Bruxelles, Belgique); Anne LAGERWALL (Assistante, Centre de droit international, Université libre de Bruxelles, Belgique); Slim LAGHMANI (Professeur de droit international à la faculté des sciences juridiques de Tunis, Tunisie); Evelyne LAGRANGE (Professeur de droit public à l'Université de Rennes 1, France); Djamel Eddine LAKEHAL (Docteur en droit international, Conseiller à la Direction générale de la Sonatrach, Enseignant en droit des affaires et en droit de l'entreprise dans des instituts de formation spécialisés pour cadres, Alger, Algérie); Caroline LALY (Maître de conférences, Université de Lille, France); Lucie LAMARCHE (Professeure, Université du Québec à Montréal, Faculté de science politique et de droit, Département des sciences juridiques, Directrice du Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM)); Elisabeth LAMBERT-ABDELGAWAD (Chercheur CNRS en droit international, UMR de droit comparé de Paris); Christophe LANORD (Consultant sur les questions humanitaires, Thoiras, France); Flavia LAT-TANZI (Professeur de Droit international, Membre de la Commission Internationale Humanitaire d'établissement des faits, Università Roma Tre, Rome, Italie); Anne-Marie LA ROSA (Docteur en droit, spécialisée en droit international, Institut de hautes études internationales, Genève, Suisse); Christine LARSSSEN (Doctorante, Centre de droit international, Université libre de Bruxelles, Belgique); Michel LASCOMBE (Professeur de droit public à l'Université de Lille 2, France); Jean-Marc LAVIEILLE (Maître de conférences en droit international, Université de Limoges); Duc-Hanh LE (Fonctionnaire, Département de Droit International et des Traités, Ministère des Affaires Etrangères, Viet Nam); Diane LE BEGUEC (Docteur en droit public à l'Université Paris II, Membre de l'association Etudes en Relations Internationales et Défense (ERID)); Yves LE BOUTHILLIER (Professeur de droit international public, Faculté de droit, Université d'Ottawa, Canada); Nicolas LEVRAT (Professeur de droit international et européen, Université de Genève, Suisse); Aldo LIGUSTRO (Straordinario di Diritto internazionale, Università degli Studi di Foggia, Facoltà di Giurisprudenza, Italie); Anna-Karin LINDBLOM (Lecturer in international law, Uppsala University, Suède); Laurent LOMBART (Allocataire-Moniteur en droit international public, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires, Aix-en-Provence, France); Ana Gemma LOPEZ MARTIN (Profesora Titular de Derecho Internacional Publico, Universidad Complutense de Madrid, Espagne); Christophe LUCET (Lending operations, European Investment Bank); Euan MACDONALD (Researcher, PhD in Public International Law, European University Institute, Florence, Italie); Ahmed MAHIOU (Agrégé des Facultés de

droit, directeur de recherches au CNRS, Aix-en-Provence, France); Giorgio MALINVERNI (Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Genève, Suisse); Sandrine MALJEAN-DUBOIS (Chargée de recherche CNRS, Aix-en-Provence, France); Ana MANERO SALVADOR (Profesora Ayudante, Derecho Internacional Publico, Université Carlos III, Madrid, Espagne); Araceli MANGAS MARTIN (Profesora Doctora, Catedrática de Derecho Internacional Publico y Relaciones Internacionales, Universidad de Salamanca, España); Fabien MANGILLI (Assistant en droit européen à l'Université de Genève, Suisse); Camille MANSOUR (Professeur de relations internationales, Universités de Paris 1 et de Versailles, France); Fabio MARCELLI (Premier chercheur, Institut d'études juridiques internationales du Conseil National des Recherches; Président du Centre de Recherche et Elaboration pour la démocratie, Italie); Fernando M. MARIÑO MENENDEZ (Catedrático de Derecho Internacional Público, Universidad Carlos III de Madrid, Espagne); Jean-François MARINUS (Docteur en Sciences Politiques, Licencié spécial en Droit International à l'Université libre de Bruxelles, Belgique); Christophe MARQUES (Doctorant en droit communautaire, Université de Bretagne Occidentale, France); Antoine MARTIN (Licencié spécial en droit international, Avocat, Barreau du Québec, Canada); Olga MARTÍN ORTEGA (Becaria de Investigación del Área Derecho Internacional Público, Universidad de Jaén, Espagne); Denise MATHY (ex chercheuse et collaboratrice scientifique du Centre de Droit International de l'Université libre de Bruxelles, Belgique); Bob MEAGHER (Professor Emeritus in International Law at the Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University.); Isfahan MERALI (International Human Rights lawyer, Toronto, Canada); Christian MESTRE (Professeur de droit international, Président de l'Université Robert Schuman de Strasbourg, France); Eleni MICHA (Chercheur, Département des Etudes Internationales, Faculté de droit, Université d'Athènes, Avocat au Barreau d'Athènes, Grèce); Ivon MINGASHANG (Doctorant en Droit International, Université libre de Bruxelles, Belgique); Lenaris MINGAZOV (Professeur de l'Université de Kazan, Tatarstan, Russie); Mitra MOADAB MOTLAGH (Juriste internationaliste, L.L.M. International Legal Studies Georgetown University Law Center, United-States); Bassel MOHAMAD (Doctorant en droit pénal international à l'Institut de sciences criminelles de Poitiers, France); Silvia MORGADES GIL (Assistante, Área de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales, Universitat Pompeu Fabra, Barcelone, Espagne); Paola MORI (Professore associato — Università degli Studi della « Magna Graecia » di Catanzaro, Italia); Jacques-Yvan MORIN (Professeur émérite de l'Université de Montréal, membre titulaire de l'Institut de droit international); Francesco MUNARI (Straordinario di diritto internazionale, Università di Genova, Italie); Carmen MUNOZ RODRIGUEZ (Professeur associé de Droit International Public, Universidad de Jaén, Espagne); Frederik NAERT (Assistant en



droit international, K.U. Leuven, Belgique); David NANOPOULOS (Doctorant en droit international et moniteur (ATER) à l'Université Robert Schuman de Strasbourg, France); Paraskevi NASTOU (Doctorante à l'Université Paris I, Panthéon — Sorbonne, France, Avocate au Barreau d'Athènes, Grèce); Nicolas NAVARRO BATISTA (Prof. Titular de Derecho Internacional Publico, Las Palmas, Espagne); Marc NEVE (Avocat, Président d'Avocats Sans Frontières, Belgique); Maki NISHIUMI (Professeur de Droit International, Faculté de Droit de l'Université Chuo, Japon); Gérard NIYUNGEKO (Professeur de droit international, Université du Burundi, Professeur invité à l'Université Libre de Bruxelles, Belgique); Pierre-Emmanuel NOEL (Legal counsel, European Investment Bank); Cri-seide NOVI (Professore associato di diritto dell'Unione europea, Università degli Studi di Foggia, Italie); Síoira O LEARY (Legal Secretary, European Court of Justice); Daniel OLIVA MARTINEZ (Profesor Ayudante de Derecho Internacional Público, Universidad Carlos III de Madrid, Espagne); Patricia OREJUDO PRIETO DE LOS MOZOS (Profesora Asociada de Derecho internacional privado, Universidad de Oviedo, Espagne); Esperanza ORIHUELA CALATAYUD (Professeur de Droit International Public, Université de Murcia, Espagne); Mohamed Lehib OULD CHERIF (Chargé de cours à la faculté des sciences juridiques et économiques à l'Université de Nouakchott, Mauritanie); Maria Luisa PADELLETTI (Professore di diritto internazionale, Università degli Studi di Siena, Italie); Marc PALLEMAERTS (Chargé de cours aux facultés de droit de l'ULB et de la VUB, Bruxelles, Belgique); Giuseppe PALMISANO (Professore di diritto internazionale dell'Università di Camerino, Italia); Andreas PAULUS (Wissenschaftlicher Assistent at the Institute for Public International Law, Ludwig-Maximilians-University Munich, Germany); Marco PEDRAZZI (Professeur de Droit international, Università degli studi di Milano, Italie); Alain PELLET (Professeur à l'Université de Paris X-Nanterre, Membre et ancien Président de la Commission de Droit international des Nations Unies); Carmen PEREZ (Assistant Professor Public International Law, Universidad Carlos III, Madrid, Espagne); Manuel PEREZ GONZALEZ (Professor of Public International Law (Catedrático), Complutense University, Espagne); Marco PERTILE (Doctorant en Droit international, Università di Teramo, Italie); Ana PEYRO LLOPIS (Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) en droit public, Université Paris I, France); Laura PICCHIO FORLATI (Professeur de droit international, Université de Padoue, Italie); Julien PIERET (Conseiller juridique, Ligue des Droits de l'Homme, Belgique); Paulette PIERSON MATHY (Chargée de cours honoraire, Université Libre de Bruxelles, Belgique); Alessandra PIETROBON (Professore associato di diritto internazionale, Università di Padova, Italie); Antoni PIGRAU (Catedrático de Derecho Internacional público, Universitat Rovira i Virgili, Tarragona, España); Montserrat PILLORENS (Professeur de Droit International Public, Universitat Autò-

noma de Barcelona, Espagne); Gabriele PORRETTO (Maître-assistant, Centre Universitaire de Droit International Humanitaire (CUDIH), Université de Genève, Suisse); René PROVOST (Professeur agrégé, Vice-doyen à l'enseignement, Faculté de droit, Université McGill, Canada); Jorge PUEYO LOSA (Catedrático de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales, Universidad de Santiago de Compostela, España); Paola PUOTI (Chercheuse de droit international, Université Chieti-Pescara, Italie); John QUIGLEY (President's Club Professor in Law, Ohio State University, Etats-Unis); Gebhard M. REHM (Wissenschaftlicher Assistent, Institut für Internationales Recht — Rechtsvergleichung — der Universität München, Allemagne); Antonio REMIRO BROTONS (Professeur de Droit International Public, Université Autonome de Madrid, Espagne); Adela REY ANEIROS (Profesora Titular Interina de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales, Universidad de La Coruña, Espagne); Lucila REYES SARMIENTO (Avocate, Professeur de Droit International Public, Universidad Antonio Nariño, Espagne); François RIGAUX (Professeur émérite, Université Catholique Louvain, Belgique); Julie RINGELHEIM (Doctorante en droit international, Institut Universitaire Européen, Florence); Santiago RIPOL (Professeur Ordinaire de *Droit international public*, Université Pompeu Fabra, Barcelone, Espagne); Rosa RIQUELME (Profesora de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales, Universidad de Murcia); Eric ROBERT (Docteur en droit international, Université Libre de Bruxelles, Belgique); Ignacio RODRIGUEZ (Doctorant en Droit international public, Université d'Oviedo, Espagne); Javier ROLDÁN BARBERO (Catedrático de Derecho Internacional Público, Universidad de Almería, Espagne); Damien ROUSSET (Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à la Faculté de droit de Lille, spécialisé en droit international); Eva Maria RUBIO FERNANDEZ (Prof. Ayudante de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales de la Universidad de Murcia, España); Hélène RUIZ FABRI (Professeur, Université Paris I — Panthéon Sorbonne; membre de l'Institut universitaire de France); Gianpaolo M. RUOTOLO (Assegnista di ricerca in diritto internazionale, Università degli Studi di Foggia, Italie); Fatiha SAHLI (Professeur de droit international et de relations internationales, Université Cadi Ayyad, Maroc); Jean SALMON (Professeur émérite, Centre de droit international, Université Libre de Bruxelles, Belgique); Angel SANCHEZ LEGIDO (Profesor Titular de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales, Universidad de Castilla-La Mancha, España); Luis Ignacio SANCHEZ RODRIGUEZ (Professeur de Droit international public à l'Université Complutense de Madrid, Espagne); Amparo SANJOSE (Professeur de Droit International, Université de Valencia, Espagne); Marco SASOLI (Professeur de droit international public à l'Université du Québec à Montréal, Canada); Luigi SBOLCI (Professeur de droit international, Université de Florence, Italie); Annemie SCHAUS (Professeur, Université

Libre de Bruxelles, Belgique); Elena SCISO (Ordinario di Organizzazioni Internazionali, Università Luiss-Guido Carl di Roma, Italie); Craig SCOTT (Professor of International Law, Associate Dean (Research and Graduate Studies), Osgoode Hall Law School of York University, Canada); Denys SIMON (Professeur agrégé de droit public, Docteur *honoris causa* de l'ULB, Professeur à l'Université de La Réunion); Augusto SINAGRA (Ordinario di diritto della Unione Europea, Università degli Studi « La Sapienza », Italie); Despina SINOU (A.T.E.R. de droit public — Université Paris VIII, Doctorante en droit international — Université Paris II); Stefaan SMIS (Professor Internationale Geschillenbeslechting, Vrije Universiteit Brussel, Belgique); Mounir SNOUSSI (Assistant et Doctorant en Droit International, Université de Tunis, Tunisie); Gérard SOULIER (Professeur émérite de l'Université de Picardie, France); Maria Teresa SPAGNOLETTI ZEULI (Prof. Diritto internazionale, Facoltà di Economia, Università degli Studi di Cassino, Italia); Laetitia SPETSCHINSKY (Assistante de recherche, Institut d'études européennes, Université Catholique de Louvain, Belgique); Sia SPILIOPOULOU ÅKERMARK (Jur. Dr., Associate Professor, Faculty of Law, Swedish Collegium for Advanced Study in the Social Sciences, Université d'Uppsala, Suède); Marina SPINEDI (Professeur de droit international, Université de Florence, Italie); Vincenzo STARACE (Professeur titulaire de droit international, Université de Bari, Italie); Tina STAVRINAKI (Juriste, étudiante en thèse de droit international, Paris II, Panthéon, Assas, France); Pavel STURMA (Chef du Département de Droit International, Faculté de Droit, Université Charles, Prague); Eric SUY (Ancien Secrétaire général adjoint et Conseiller Juridique de l'ONU, Professeur émérite à la K.U. Leuven, Belgique); Amadou TANKOANO (Professeur de droit international, Université de Niamey, Niger); Gianfranco TAMBURELLI (Researcher in International and EU Law, Institute of International Legal Studies, National Research Council, Italie); Jean-François THIBAUT (Professeur de relations internationales, Université de Moncton, Canada); Christine TIBERGHYEN (Chargée d'enseignements en Droits de l'homme et en Droit international, Institut d'Etudes Politiques de Lille, France); Hélène TIGROUDJA (Maître de conférences à l'Université de Paris II — Panthéon-Assas, France); Soledad TORRECUADRADA GARCIA-LOZANO (Profesora Titular, Derecho Internacional Publico, Universidad Autonoma de Madrid, Espagne); Helena TORROJA MATEU (Profesora de Derecho Internacional Publico, Universidad de Barcelona, España); Sébastien TOUZE (Assistant de recherche, Institut d'études de droit international, Faculté de droit, Lausanne, Suisse); Pietro TROIANIELLO (Professeur de Droit Communautaire, Faculté de Science économique (SEA), Université du Sannio — Benevento, Italie); Cédric VAN ASSCHE (Assistant, Vrije Universiteit van Brussel, Chercheur associé, Centre de droit international, Université Libre de Bruxelles, Belgique); Theo VAN BOVEN (Professeur de droit international, Université de Maas-

tricht, Pays-Bas); Peter L.H. VAN DEN BOSSCHE (Professor of International Trade Law, Universiteit Maastricht, Pays-Bas); Kim VAN DER BORGHT (Lecturer, Law School, University of Hull, Grande-Bretagne, Visiting Research Fellow, WTO Law and Dispute Resolution Centre, City University of Hong Kong); Annelies VERSTICHEL (PhD Researcher in International Law, Law Department, European University Institute, Florence, Italie); Ugo VILLANI (Professeur titulaire de Droit de l'Union Européenne, Faculté de Droit, Université de Rome « La Sapienza » et Professeur de Droit international, Faculté de Droit, Université LUISS « G. Carli » de Rome); Sylvain VITE (Collaborateur scientifique, Centre universitaire de droit international humanitaire de Genève, Suisse); Julio VIVES CHILLIDA (Profesor titular de Derecho internacional público, Universitat Pompeu Fabra, Barcelona); Alessandra VIVIANI (Lecturer in International Law Political Sciences Faculty, University of Siena, Italie); Luc WALLEYN (Avocat, Barreau de Bruxelles, Belgique); Laurence WEERTS (Chercheuse, Centre de droit international/Institut d'études européennes, Université Libre de Bruxelles, Belgique); Anne WEYEMBERGH (Chercheuse à l'Institut d'Études européennes et chercheuse associée au Centre de droit international de l'ULB); David ZABLOCKI (Doctorant en droit international public, Université de Montpellier I, France, Représentant de l'Organisation des Peuples Unis); Augusto ZAMORA RODRÍGUEZ (Profesor de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales, Universidad Autónoma de Madrid, Espagne); Pablo ZAPATERO (Profesor ayudante de Derecho internacional público, Université Carlos III, Madrid, Espagne); Fouad ZARBIEV (Juriste internationaliste, Diplômé de l'Académie de droit international de la Haye); Fidele ZEGBE ZEGS (Avocat au Barreau de Kinshasa/ Gombe (RDC), Doctorant en droit a l'Université de Gand, Belgique).